

Affaires Economiques et du Développement ;

- Monsieur Mohamed ould Haiba, représentant du ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme ;

- colonel Mohamed Mahmoud ould Deh, représentant du ministère de l'Equipeement et du Transport ;

- Monsieur Hbib ould Ely, représentant la Chambre de Commerce, d'Industrie et de l'Agriculture ;

- Monsieur Baham ould Ejiwen, représentant la SNIM

ART. 2 - Sont nommés membres du conseil d'administration représentant les actionnaires prives :

- Monsieur Mohamed Ahmed ould Hamoud,

- Monsieur Bamba ould Sidi Bady,

- Monsieur Abdelatif Abdel Ghany

ART. 3 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent décret.

ART. 4 - Le Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent décret.

#### **Ministère des Mines et de l'Industrie**

Actes Divers

*Arrêté n° R - 665 portant autorisation d'installation d'une unité de production d'eau de javel à Nouakchott.*

ARTICLE PREMIER - Les établissements Diallo Mamadou Saada sont autorisés à compter de la date de signature du présent arrêté à installer dans un délai d'un an une unité de production d'eau de javel à Nouakchott conformément aux dispositions de l'article premier du décret n° 85.164 du 31 juillet 1985 portant application de l'ordonnance préalable l'exercice de certaines activités industrielles.

ART. 2 - Les établissements Diallo Mamadou Saada sont tenus d'employer 10 travailleurs permanents.

A cet effet, ils doivent présenter au ministère chargé de l'Industrie dans les trois ( 3 ) mois après la date de mise en exploitation de l'unité, une attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale,

justifiant l'emploi de ces travailleurs, faute de quoi, l'autorisation lui sera retirée.

ART. 3 - La date de mise en exploitation effective prévue à l'article 2 ci - dessus doit être communiquée au ministère chargé de l'Industrie dès le démarrage de l'unité.

ART. 4 - Les établissements Diallo Mamadou Saada sont tenus de se soumettre à tout contrôle exigé par les services de l'Industrie. Le non respect de la réglementation industrielle en vigueur, entraînera le retrait de cette autorisation.

ART. 5 - Le Secrétaire Général du ministère des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

#### **Ministère du Développement Rural et de l'Environnement**

Actes Réglementaires

*Décret n° 98 - 072 du 23 septembre 1998 portant règlement général d'importation de matériel végétal pour la production agricole.*

#### **TITRE I -**

#### **Du Conseil National des Semences et Plants**

ARTICLE PREMIER - Toute importation de semences et plants de variétés inscrite au catalogue officiel doit faire l'objet d'une autorisation du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement.

- a) enregistrement et suppression des espèces inscrites au catalogue national des espèces et plants.
- b) demande d'agrément des entreprises de production de semences et plants
- c) les litiges soumis à l'arbitrage du ministre chargé de l'agriculture.

Dans le cadre de sa mission ainsi définie, le conseil national des semences et plants :

- procède au recueil, à l'étude et à la diffusion des données socio - économiques relatives aux semences et plants ;
- propose, le cas échéant au ministre chargé de l'Agriculture les modifications au

présent décret et aux textes pris sur son fondement.

ART. 2 - Le conseil des semences et plants est placé auprès du ministre chargé de l'Agriculture et se compose ainsi qu'il suit :

Président : Le président est un haut fonctionnaire désigné par le Ministre chargé de l'Agriculture parmi les membres de son cabinet.

Membres :

- Le directeur du Développement des Ressources agro - pastorales au ministère du Développement Rural et de l'Environnement ;

- Le directeur de la Recherche Formation Vulgarisation ( MDRE) ;

- un représentant du ministre chargé du Commerce ;

- Le responsable de l'administration chargée du contrôle et de la certification des semences et plants ;

- le directeur du Centre National de Recherche Agronomique et du Développement Agricole ;

- quatre (4) représentants des établissements agréés pour la production de semences certifiées ;

- un représentant des agriculteurs producteurs de semences ;

- un représentant des agents du secteur de transformation des produits agricoles ;

- un représentant des agents du secteur du commerce des produits alimentaires.

ART. 3 - Les représentants des établissements de production doivent être choisis de manière à assurer une représentation convenable des différentes catégories de ces établissements au sein de l'institution.

Les membres du conseil national des semences et plants sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'Agriculture, sur proposition, le cas échéant, des administrations ou organismes concernés.

Le secrétariat du conseil est assuré par la structure administrative chargée de la coordination et de la planification des semences et plants.

Le conseil national des semences et plants peut instituer en son sein une ou plusieurs commissions spécialisées, en fonction de ses diverses attributions.

ART. 4 - Le Président et les membres du conseil sont nommés pour un mandat de trois (3) ans, renouvelables. La participation au conseil national des semences et plants ne donne droit à aucune rémunération.

ART. 5 - Le conseil National des semences et plants tient deux sessions ordinaires par an sur convocation de son président et peut tenir autant de sessions extraordinaires que de besoin.

Pour les réunions ordinaires, l'avis de convocation et l'ordre du jour sont notifiés aux membres du conseil quinze jours avant la date de la réunion. Pour les réunions extraordinaires, ce délai peut être ramené à trois jours.

ART. 6 - Le conseil national des semences et plants est consulté par le Ministre chargé de l'Agriculture. Le conseil adopte ses avis à la majorité de ses membres, à moins que son règlement intérieur n'en dispose autrement.

Les procès - verbaux des réunions sont signés par le président, le secrétaire et un membre du conseil choisi parmi les représentants des établissements producteurs de semences. Ils sont transmis sans délai au Ministre chargé de l'Agriculture.

ART. 7 - Le conseil national des semences et plants adopte son règlement intérieur à la majorité des deux tiers de ses membres et le soumet à l'approbation du ministre chargé de l'Agriculture.

## TITRE II

### Du catalogue national des espèces et variétés

ART. 8 - Le catalogue national des espèces et variétés est tenu par l'autorité désignée par le Ministre chargé de l'Agriculture à cet effet.

Le catalogue national des espèces et variétés comprend pour chaque espèce ou variété inscrite des fiches descriptives



détaillées portant notamment sur les indications ci - après :

- le nom et l'origine de la variété ;
- le nom de son obtenteur ou de son représentant.

- Les principaux caractères morphologiques, physiologiques et agronomiques de la variété.

ART. 9 - Les demandes d'inscription au catalogue national des espèces et variétés sont adressées par écrit au ministre chargé de l'Agriculture, appuyées d'un dossier comprenant :

- nom, statut et adresse du demandeur ;
- nom et fiche descriptive de la variété proposée à l'inscription ;
- les résultats de l'expérimentation effectuée par le demandeur.

Des tests d'expérimentation seront réalisés ou suivis par un établissement de recherche agricole spécialement habilité à cet effet par le ministre chargé de l'agriculture, sur au moins deux cultures successives, et dans des conditions techniques et financières fixées par un arrêté du ministre chargé de l'Agriculture.

ART. 10 - L'inscription d'une variété au catalogue national est prononcée par arrêté du ministre chargé de l'Agriculture sur proposition du conseil national des semences et plants et pour une durée de dix ans. A échéance cette inscription est renouvelable si la variété est encore suffisamment cultivée. Tout refus d'inscription est motivé.

Le ministre chargé de l'Agriculture peut, à titre exceptionnel, prononcer la radiation d'une variété du catalogue national sur avis du conseil national des semences et plants adopté à la majorité des deux tiers de ses membres. L'acte de radiation doit être motivé.

### TITRE III

#### De l'agrément des établissements

ART. 11 - L'agrément des établissements de production de semences et plants certifiés est accordé par arrêté du ministre chargé de l'Agriculture sur proposition du conseil national des semences et plants.

A cet effet, les demandes d'agrément doivent être adressées par écrit au ministre chargé de l'Agriculture appuyées d'un dossier comprenant :

- nom, statut et adresse du demandeur ;
- nom de l'espèce et catégorie de semence et de plants pour lesquelles l'agrément est sollicité ;
- description des équipements et installations techniques appartenant au demandeur ou mises à sa disposition ;
- état du personnel et sa qualification ;
- une déclaration du demandeur attestant qu'il a pris connaissance du présent décret et des textes pris sur son fondement.

ART. 12 - Seules peuvent être agréées, les personnes physiques ou morales qui disposent :

- des services d'un personnel technique suffisant en nombre et en qualification, compte tenu des activités semencières pour lesquelles l'agrément est sollicité.
- d'installations appropriées de conditionnement et de stockage en rapport avec l'activité de l'établissement
- des instruments d'analyse pour les essais courants sur les semences de la production considérée.

Les critères généraux ci - dessus peuvent être complétés le cas échéant, par des critères particuliers fixés par arrêté du ministre chargé de l'Agriculture, après avis du conseil national des semences et plants.

ART. 13 - En cas de non respect des dispositions du présent décret et des règlements pris pour son application, l'agrément peut être retiré par arrêté motivé du ministre chargé de l'Agriculture sur proposition du conseil national des semences et plants adoptée à la majorité des deux tiers de ses membres.

### TITRE IV

#### Du contrôle et de la certification des semences

ART. 14 - Aux fins de contrôle, les cultures semencières doivent être placées tout au long du cycle végétal, sous la surveillance des agents de l'administration chargée du

contrôle et de la certification des semences et plants.

ART. 15 - Les agents de l'administration chargée du contrôle et de la certification des semences et plants ont droit au libre accès aux cultures semencières, en présence du producteur ou de son représentant, aux fins de :

- a) vérifier les conditions d'implantation et de conduite des cultures semencières ;
- b) contrôler la pureté, la propreté, l'état sanitaire de la culture ;
- c) détecter et faire éliminer les sources et facteurs de pollution.

En cas de refus d'accès, la culture ne sera pas admise à la certification par l'administration chargée du contrôle et de la certification des semences et plants.

ART. 16 - Les établissements agréés doivent tenir une comptabilité matière détaillée des semences et plants. Les agents de l'administration chargée du contrôle et de la certification peuvent se faire communiquer cette comptabilité et vérifier à tout moment l'état des stocks de semences.

ART. 17 - Des normes techniques particulières à chaque espèce et catégorie de semences et plants seront précisées par arrêté du ministre chargé de l'Agriculture, après avis du conseil national des semences et plants.

ART. 18 - La certification des semences et plants est l'acte par lequel l'administration chargée du contrôle et de la certification des semences et plants atteste que les semences et plants qui lui sont présentées ont été produites conformément aux dispositions du présent décret et des textes pris pour son application.

Chaque emballage contenant les semences doit être muni d'un certificat et éventuellement d'un scellé délivrés par l'administration chargée du contrôle et de la certification des semences et plants.

Un modèle de certificat sera approuvé par arrêté du ministre chargé de l'Agriculture.

ART. 19 - La certification d'un lot de semences implique seulement que le lot de

semences a satisfait aux opérations de contrôle réalisées par l'administration compétente conformément aux prescriptions des règlements applicables.

ART. 20 - A titre transitoire, le Ministre chargé de l'Agriculture pourra inscrire au catalogue national des espèces et variétés les variétés déjà connues et utilisées par le milieu agricole national.

Les établissements producteurs de semences antérieurs à la date de mise en place du conseil national des semences et plants et répondant aux dispositions de l'article 12, ci-dessus, sont agréés à titre provisoire et disposent d'un délai de six mois pour obtenir l'agrément définitif conformément aux dispositions du présent titre.

ART. 21 - Les dispositions du présent décret seront précisées en tant que de besoin, par arrêté du ministre chargé de l'Agriculture.

ART. 22 - Le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement et le Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

#### Actes Divers

*Arrêté n° R - 563 du 13 juillet 1999 portant agrément d'une coopérative agricole dénommée Mouftah El Kheir/N'Beika/Moujria/Tagant.*

ARTICLE PREMIER - La coopérative agricole dénommée Mouftah El Kheir/N'Beika/Moujria/Tagant est agréée en application de l'article 36 du titre VI de la loi n° 67.171 du 18 juillet 1967 modifiée et complétée par la loi n° 93.15 du 21 janvier 1993 portant statut de la coopération.

ART. 2 - Le service des organisations socio - professionnelles est chargé des formalités d'immatriculation de la dite coopérative auprès du Greffier du Tribunal de la wilaya du Tagant.

ART. 3 - Le Secrétaire Général du ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution



du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

*Arrêté n° R - 813 du 16 octobre 1999 portant agrément d'une coopérative agro-phoenicicole dénommée Amoïssine Nejam/Tidjikja/Tagant.*

**ARTICLE PREMIER** - La coopérative agro - Phoenicicole dénommée Amoïssine Nejam/Tidjikja/Tagant est agréée en application de l'article 36 du titre VI de la loi n° 67.171 du 18 juillet 1967 modifiée et complétée par la loi n° 93.15 du 21 janvier 1993 portant statut de la coopération.

**ART. 2** - Le service des organisations socio - professionnelles est chargé des formalités d'immatriculation de la dite coopérative auprès du Greffier du Tribunal de la wilaya du Tagant.

**ART. 3** - Le Secrétaire Général du ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

#### Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique

##### Actes Divers

*Arrêté n° R - 0932 du 26 décembre 1999 portant création d'un institut islamique à Adel Bagrou/Hodh Echarghi.*

**ARTICLE PREMIER** - Monsieur Khattaryould Abdat est autorisé à Adel Bagrou (Houd Echarghi) un institut islamique dénommé ( Institut pour la diffusion du savoir, du livre et de la sunna et pour le succès de la vertue et la lutte contre le vis.

**ART. 2** - Cet institut dispensera les enseignées du Saint Coran et de la Sunna.

**ART. 3** - Monsieur Khattaryould Abdat est responsable de l'institut. IL est assisté de Monsieur Moulaye EL Kebirould Mohamed EL Moctar.

**ART. 4** - Les mahadras de Ehl Ahmed Seloum au Hod Echarghi et le bureau de

représentation à Bouhdida ( Moughataa de Toujounine) émanent de cet institut.

**ART. 5** - Le Secrétaire Général du ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique et les Walis du Hod Echarghi et de Nouakchott sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

#### Banque Centrale de Mauritanie

*Circulaire n° 002 du 20 juin 1999 relative aux recettes d'exportation des titulaires de carte d'Import - Export.*

Les dispositions de la circulaire n° 001/GR/98 relative à l'alimentation des comptes en devises des exportateurs sont modifiées ainsi qu'il suit :

1°) les exportateurs titulaires d'une carte d'import - Export en cours de validité ne sont désormais obligés de céder immédiatement sur le marché des changes, que quarante pour cent ( 40%) de leurs recettes d'exportation.

2°) les soixante autres pour cent ( 60%) de recettes d'exportation peuvent être :  
soit conservés dans leur compte en devises ouvert chez une banque IAM de la place pendant une durée maximale de 180 jours.  
Soit utilisés totalement ou partiellement pour les importations de biens ou services de leur choix.

3°) le reliquat éventuellement non utilisé de la quotité des recettes d'exportation laissé à la disposition des exportateurs telles que définies au point 2 ci - dessus doit être cédé sur le marché des changes, au plus tard 180 jours à compter de la date de la cession initiale et immédiate des quarante pour cent ( 40%) défini au point 1.

4°) l'option de la cession immédiate et intégrale des recettes d'exportations en devises, contre UM sur le marché des changes reste toujours autorisée pour les exportateurs qui le souhaitent.

Cette circulaire qui remplace celle portant le n° 001/GR/98 prend effet à compter de sa date de signature.

LE GOUVERNEUR  
MAHFOUD OULD MOHAMED ALI